



Session 1 : « Quelles approches et quelles perspectives pour faire progresser l'assainissement ? »

Séquence 1 : La filière assainissement dans son ensemble : « quels enjeux et quelles stratégies pour faire progresser l'assainissement? »

Cette séquence est une introduction aux débats de la matinée et a permis d'ouvrir le questionnement pour les trois jours d'échanges qui ont suivi.

La séquence s'est déroulée en deux temps :

- Une présentation de 20 minutes par l'intervenante
- 20-30 minutes de questions et débats

Intervenante : Mme Ta Thu Thuy, experte indépendante

Modérateur : Julien Gabert, animateur du réseau Projection

Documents supports à l'intervention :

- Le cadrage de l'exposé distribué aux participants de l'atelier ;
- La présentation power point ;
- Le Document d'Orientation Stratégique (DOS): stratégie sectorielle Assainissement des eaux usées ;
- Les documents relatifs à la session « assainissement urbain » de la rencontre Africité 2003 – Partenariat pour le Développement Municipal (PDM) et Programme Solidarité eau (pS-Eau) : le programme, le rapport introductif et le fil conducteur.

INTERVENTION

Etant donné le rapport très complet de Mme Ta Thu Thuy, ce compte rendu ne relatera que la partie relative aux questions.

DEBATS

- a) Comment susciter la volonté politique d'agir dans le domaine de l'assainissement liquide ? Comment susciter le changement d'attitude des techniciens et de la population ?

Réponse :



De manière générale, le changement d'attitude des autres commence par sa propre remise en question. Toutefois, il s'agit d'essayer de comprendre les raisons du manque d'engagement politique. Cette analyse de la situation permet alors d'apporter une réponse adéquate et doit permettre de « motiver » le politique.

Il n'existe cependant aucun message type / unique.

- b) Le processus de décentralisation en cours dans de nombreux pays a conduit à un transfert de nombreuses compétences aux communes. Ces compétences, telles que l'assainissement liquide, ne sont pas totalement mises en œuvre. Aussi, on peut se poser la question des freins de cet engagement politique. Ne résident-ils pas plutôt dans le manque de moyens financiers disponibles plus que dans l'ignorance des différents acteurs ?

Réponse :

Ce ne semble pas être dû à un manque de moyens mais plus à un défaut de partenariat professionnel qui ne permet pas l'analyse des besoins. Grosso modo, ce qui manque en Afrique, c'est la capacité des acteurs de monter des projets cohérents en lien avec les besoins réels de la population.

- c) L'assainissement liquide ne passe-t-il pas obligatoirement par une gestion par le privé ? une privatisation ?

Réponse :

L'assainissement est forcément lié au « privé » tant au niveau de la construction par le secteur privé que de la maintenance.

NB : Au Bénin, une entreprise privée a réalisé sa propre station d'épuration pour les besoins de ses activités de vidange de fosses.

- d) L'assainissement liquide n'est-il pris en compte que lors de réformes institutionnelles ? Le manque de lisibilité entre « eau potable » et « assainissement » ne conduit-il pas à un manque d'appropriation de la problématique ? Un problème se pose quant au financement de l'assainissement liquide. A Dakar, une redevance existe mais elle n'est pas redistribuée de manière équitable entre l'eau potable et l'assainissement.

Réponse :

Tous les acteurs ont leurs places. Les réformes naissent des dynamiques. Mais à chacun sa réforme car cela repose sur les forces propres à chaque pays. Il faut alors bien comprendre ce qui se passe dans le pays pour s'appuyer sur les forces identifiées.

Dans le cas de Dakar, c'est une chance qu'une redevance soit déjà en place. L'évolution par la suite sera la différenciation des comptes entre eau potable et assainissement.



- e) L'assainissement liquide ne semble pas très attrayant. Personne ne semble vouloir répondre aux conséquences imputables à la non-prise en compte de l'assainissement et ce malgré la production de nombreux rapports faisant état des maladies dues à ce manque. La prise en compte des conséquences sanitaires n'est-ce pas un accès à la prise de conscience politique ? L'intérêt local relatif à l'assainissement liquide ne dépend-t-il pas de l'intérêt mondial porté à cette problématique ?

Réponse :

Il ne s'agit pas seulement de sensibiliser les élus locaux. Mais bien l'ensemble des acteurs qu'ils soient publics ou privés. Et, oui, l'intérêt local est fortement influencé par l'intérêt international porté à l'assainissement liquide.